



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaines 1 – 31 décembre 2021 au 06 janvier 2022

Au programme cette semaine :

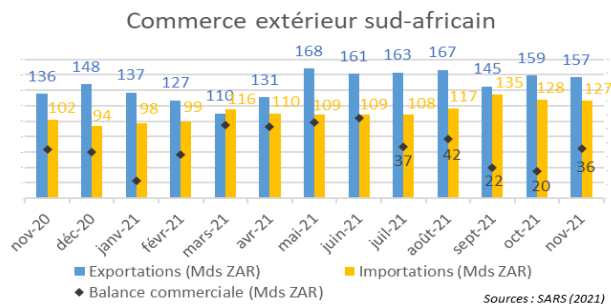
- **Afrique du Sud** : L'excédent commercial s'accroît au mois de novembre
- **Angola** : Le FMI présente sa sixième revue dans le cadre de la «Facilité Elargie de Crédit»
- **Botswana** : La reprise s'accélère au troisième trimestre
- **Mozambique** : Le déficit courant atteint près de 770 M USD au troisième trimestre
- **Zambie** : Le rebond se confirme au troisième trimestre
- **Zimbabwe** : L'inflation continue de progresser au mois de décembre

Zoom sur... la remise du rapport de la commission Zondo sur la « capture de l'Etat »

Le 4 janvier, Raymond Zondo - *Chief Justice* de la commission d'enquête sur la capture de l'Etat (organisme indépendant chargé d'enquêter sur l'ampleur du phénomène de corruption généralisée instaurée sous la présidence Zuma de 2010 à 2018) - a remis au Président Cyril Ramaphosa la première partie de son rapport après plus de 3 ans d'auditions. Ce document démontre comment des institutions publiques stratégiques (l'électricien Eskom, l'administration fiscale SARS, le fabricant d'arme Denel, la compagnie aérienne nationale *South African Airways* - SAA, etc.) ont été rendues délibérément dysfonctionnelles par l'administration Zuma pour détourner des fonds publics vers des intérêts privés - notamment la dynastie d'affaires Gupta (famille indienne possédant de nombreuses entreprises dans le pays dans les secteurs minier et des médias), qui exerçait alors une influence considérable sur l'ancien Président. Ainsi, de nombreux contrats fictifs ont été passés avec les entités publiques grâce à la complicité des directions des entreprises publiques, ou avaient été nommés des proches de Zuma. L'incompétence de ces équipes a, par ailleurs, conduit à de graves erreurs de gestions menant parfois à la faillite (SAA). Pour rappel, selon une étude de l'université de Stellenbosh, la « capture de l'Etat » aurait coûté près de 1500 Mds ZAR (84 Mds EUR) à l'Etat sud-africain entre 2014 et 2019. Le rapport recommande ainsi des poursuites à l'encontre des principaux CEO concernés. De même, il juge nécessaire de mieux encadrer les processus d'achat public en instaurant notamment une institution indépendante chargée de la lutte contre la corruption. A noter que les deux parties complémentaires du rapport devraient être remises d'ici à la fin du mois de février. Alors que le bilan de Cyril Ramaphosa est à ce jour jugé décevant en matière de lutte contre la corruption, pourtant une de ses promesses forte de campagne, les travaux de M. Zondo pourraient impulser un nouvel élan dans la mise en place de réformes ambitieuses.

Afrique du Sud

L'excédent commercial s'accroît au mois de novembre (SARS)



Au mois de novembre, la balance commerciale sud-africaine a enregistré un excédent commercial de 35,8 Mds ZAR (2 Mds EUR), après un excédent de 27,7 Mds ZAR (1,5 Md EUR) le mois précédent. Après deux mois consécutifs de contraction, l'excédent enregistre donc une progression significative. Cette évolution s'explique notamment par i) les bonnes performances des exportations (+4,4% comparativement au mois d'octobre), notamment portée par les ventes de métaux et pierres précieuses (+13,5% pour un poste contribuant à près de 40% du total) et de métaux de base (+20,9% pour près de 15%) ii) le recul des importations (-0,9%), en lien la diminution des achats de métaux de base (-6% pour 6%) et d'équipements électriques (-0,7% pour 23%). Sur les onze premiers mois de l'année, l'excédent commercial atteint ainsi un niveau record de 412 Mds ZAR (23 Mds EUR), un niveau près de deux fois supérieur à celui enregistré l'année précédente. A noter cependant que les perspectives d'évolution du commerce sud-africains demeurent incertaines, dans un contexte global marqué par une reprise épidémique (variant Omicron) et une anticipation à la baisse des cours des matières premières.

Point sur les principaux projets d'IDE au troisième trimestre (TIPS)

Selon le think tank sud-africain Trade & Industrial Policy Strategies (TIPS), 11 projets

d'Investissements Directs à l'Etranger ont été répertoriés au cours du troisième trimestre 2021 dans le pays (dont 4 annoncés, 1 en cours d'exploration, 2 en cours de construction et 4 complétés sur la période) pour une valeur totale de 45,4 Mds ZAR (2,5 Mds EUR) - après 10 projets pour 20 Mds ZAR (1,1 Md EUR) lors du trimestre précédent. La majorité des projets ont concerné le secteur minier (3) et manufacturier (3), principalement dans le cadre d'investissements en installations nouvelles. Les deux projets les plus importants consistent en: i) la modernisation de la mine Venetia au Limpopo par la filiale anglo-américaine du diamantaire De Beers - 2 Mds USD ii) le développement d'un site de production de vaccins contre la Covid-19 par le laboratoire pharmaceutique Aspen grâce à un financement de plusieurs bailleurs multilatéraux (Proparco, DEG, IFC, DFC) - 600 M EUR.

Bloomberg révisé ses prévisions de croissance pour 2021 (Bloomberg)

Le consensus des économistes interrogés par Bloomberg a publié ses dernières prévisions économiques : il table désormais sur une croissance du PIB de 4,9% pour l'année 2021 - contre 5,1% préalablement estimée - puis 2% en 2022. Cette révision à la baisse est notamment justifiée par les résultats décevants de l'économie sud-africaine au troisième trimestre (pour rappel une contraction du PIB de 1,5% en g.t) ainsi que l'impact estimé des interdictions de voyage imposées à l'Afrique du Sud suite à la découverte du nouveau variant de Covid-19 (Omicron) en décembre. A noter que ces prévisions sont relativement en phase avec les dernières estimations du FMI (5% - octobre 2021), de la Banque centrale (5,2% - novembre 2021) et du Ministère des Finances (5,1% - novembre 2021).

Angola

Le FMI présente sa sixième revue dans le cadre du programme de « Facilité Elargie de Crédit » (FMI)

Le 22 décembre, le FMI a annoncé dans un communiqué avoir approuvé le décaissement de la septième tranche du programme dit « de facilité élargie de crédit » permettant la mise à disposition de 748 MUSD à l'Angola. Par ailleurs, l'Institution Financière Internationale a conclu le même jour une mission virtuelle d'analyse économique dite Article IV dans le pays. Ainsi, selon le Fonds, l'effet de la pandémie sur l'économie angolaise est en train de s'estomper – en lien avec les cours haussiers du pétrole et la levée progressive des restrictions sanitaires – ce qui devrait permettre au pays de renouer avec la croissance en 2022 (aux alentours des 4% après une croissance atone de 0,1% en 2021 et une récession de 5,2% en 2020). Malgré l'ampleur de la crise qui a frappé une économie touchée par la récession depuis 2016, le FMI considère que la réponse des autorités dans le cadre du programme a été satisfaisante – notamment dans le maintien de l'effort d'assainissement budgétaire qui a permis de réduire l'endettement public de 40 points à 96% du PIB et dans l'application de réformes pour relancer les secteurs productifs de l'économie. Toutefois, les vulnérabilités persistent (dépendance au secteur pétrolier, niveau de corruption élevé, etc.) et la poursuite des réformes structurelles reste cruciale pour poser les bases d'une croissance plus inclusive.

Botswana

La reprise s'accélère au troisième trimestre (BotStats)

Selon l'agence nationale de statistiques, le PIB a progressé de 3,4% au troisième trimestre 2021 (glissement trimestriel) – après une légère récession de 0,1% au trimestre précédent. La reprise se confirme donc et s'accélère. Par rapport à la même période l'année précédente, le PIB a progressé de 8,4%. Sur le plan sectoriel, la quasi-totalité des secteurs enregistrent une croissance de leur activité, en premier lieu desquels « l'industrie minière » (+29,8%, pour un secteur représentant 12% de l'économie) – en

lien notamment avec la nette reprise des ventes de diamants, et dans une moindre mesure, « la distribution et le commerce de gros » (+19,5% pour 11%). A noter, à l'inverse, la contraction du poste « administration publique et défense » (-1,1% pour près de 19%). Sur l'ensemble de l'année 2021, la reprise devrait être particulièrement marquée au Botswana : entre 6,9% selon la Banque Mondiale et 9,7% selon le gouvernement, soit l'une des plus importantes de la sous-région – après une récession de 8,5% en 2020.

Mozambique

Le déficit courant atteint près de 770 M USD au troisième trimestre (Banco de Moçambique)

Selon la Banque centrale (Banco de Moçambique), le déficit de la balance des transactions courantes a atteint 764 M USD (soit près de -5% du PIB) au troisième trimestre 2021 – contre 830 M USD (près de -6% du PIB) à la même période l'année précédente. Ces bonnes performances s'expliquent notamment par la nette réduction du déficit de la balance des services (-23% à -383 M USD). A l'inverse, le déficit commercial s'est légèrement creusé (+10% à -475 M USD – en lien avec un rééquilibrage des importations plus marqué que la progression des ventes à l'export). A noter que, sur les neuf premiers mois de l'année 2021, le déficit courant atteint 2,7 Mds USD, un niveau inférieur de plus de 9% à celui observé l'année précédente sur la même période.

Zambie

Le rebond se confirme au troisième trimestre (ZamStats)

Selon le bulletin mensuel de l'organisme national de statistiques, le PIB a progressé de 3,5% au troisième trimestre comparativement à la même période l'an passé, après +8,1% au trimestre précédent – marquant ainsi le troisième

trimestre consécutif de croissance de l'activité, après trois périodes de récession. Le rebond est notamment porté par les secteurs de l'information et des télécommunications (+17,5% soit une contribution positive de 1,2 point); de la construction (+9,6% soit +1 point) et, dans une moindre mesure, de l'industrie manufacturière (+5,6% soit +0,5 point) et des transports (+11% soit +0,5 point). A noter, à l'inverse, que le secteur minier continue de se contracter, dans un environnement international pourtant porteur (-9,3% soit une contribution négative de 1 point) – en lien avec un recul des volumes de production notamment de cuivre (-7% sur la période). Toujours selon le document, le taux d'inflation sur un an atteint 16,4% au mois de décembre après 19,3% au mois de novembre. Il s'agit ainsi de la plus forte baisse de l'indicateur depuis que celui-ci a entamé une décrue au mois de septembre – point haut à 24,6% sur un an. Les principaux contributeurs à la hausse des prix demeurent les denrées alimentaires (+19,9% soit +10,9 points). Les effets de la mise en place d'une

politique monétaire davantage restrictive par la Banque centrale fin novembre (hausse du taux de 0,5 point à 9%) semble ainsi commencer à se matérialiser.

Zimbabwe

L'inflation continue de progresser au mois de décembre (ZimStats)

Selon l'organisme national de statistiques, le taux d'inflation sur un an a atteint 60,7% au mois de décembre, après 58,4% le mois précédent. Il s'agit ainsi du quatrième mois consécutif de progression de l'indicateur. Les postes ayant enregistré les plus importantes hausses des prix sont « l'hôtellerie restauration » (+121%), la « santé » (+73%) et les « denrées alimentaires » (+65%). Selon la Banque centrale, les récentes accélération des pressions inflationnistes sont notamment liées à la hausse du *premium* sur le marché parallèle des changes.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au 06 janvier 2022	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	15,8 ZAR	0,8%	1,0%	-3,5%	-7,1%
Angola	547,3 AOA	1,1%	2,3%	18,8%	18,5%
Botswana	11,6 BWP	-0,3%	0,1%	-7,5%	-7,9%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	17,4%	17,3%
Zambie	16,8 ZMW	-0,9%	5,7%	26,4%	26,5%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2021)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international